

# Bras de fer Kabila-Tshisekedi sur la nomination d'un Premier ministre

Congo-Kinshasa Il doit venir du camp kabiliste, mais Tshisekedi essaie de grappiller un espace politique.

Analyse Marie-France Cros

La tension s'accroît, à Kinshasa, entre l'équipe de Joseph Kabila – qui l'appelle désormais officiellement *“le Président honoraire”*, bien que ce titre n'existe pas au Congo – et celle de Félix Tshisekedi, proclamé Président bien qu'il soit arrivé derrière l'opposant Martin Fayulu à la présidentielle, selon les observateurs électoraux des Églises.

## Recommandation conjointe

Mercredi, le coordonnateur du FCC (Front commun pour le Congo, coalition électorale kabiliste), Néhémie Mwilanya, et le président ad intérim de l'UDPS, le parti des Tshisekedi, Jean-Marc Kabund-A-Kabund, ont signé un communiqué conjoint *“recommandant”* au Président *“honoraire d'accomplir les devoirs de sa charge permettant au chef de l'État de procéder à la désignation du formateur”* et au chef de l'État *“de nommer diligemment ledit formateur”*. Autrement dit: ils recommandent à Joseph Kabila de permettre à Félix Tshisekedi de nommer le formateur.

Car ça ne va pas tout seul.

La Constitution prévoit que le Président nomme le Premier ministre *“au sein de la majorité parlementaire*

*après consultation de celle-ci”*. *“Si une telle majorité n'existe pas”*, le Président nomme un informateur qui explore les possibilités de former une coalition de gouvernement. Le FCC s'est vu octroyer une majorité à l'Assemblée nationale – dont les preuves n'ont pas été produites par la Commission électorale, pas plus que celles de la *“victoire”* de M. Tshisekedi – mais le FCC n'a pas d'existence juridique au ministère de l'Intérieur jusqu'ici. Et aucun des multiples partis qui le composent n'a la majorité.

## Il faut un informateur

Il faut donc nommer un informateur, plaide le camp Tshisekedi – avec d'autant plus d'insistance qu'il espère pouvoir tirer profit des différends entre les deux principaux partis du FCC pour desserrer l'étau dans lequel il s'est mis en acceptant la combine qui a accru la majorité kabiliste à l'Assemblée nationale en échange de la Présidence.

C'est précisément ce que craint Joseph Kabila, en raison des tensions très fortes au sein du FCC, surtout entre son parti PPRD, qui a 52 sièges sur 485, et l'AFDC de Modeste Bahati, qui en revendique 41 – ainsi que la présidence de l'Assemblée si le futur Premier ministre est PPRD. En outre, si l'AFDC a moins de sièges que son rival à l'Assemblée nationale, ce parti en a plus que le PPRD une fois que l'on compte aussi les assemblées provinciales.

Le PPRD revendique 116 sièges à l'Assemblée nationale, mais ce nombre n'est atteint qu'en incluant les partis que les kabilistes avaient créés lors de précédentes élections pour récupérer les voix des Con-

golais qui ne voulaient pas voter PPRD; ils sont donc officiellement des partis différents.

La tension intra-FCC est si forte que Joseph Kabila a obligé les chefs des partis qui le forment, le mois dernier, à lui faire allégeance par écrit, lors d'une rencontre organisée à sa ferme de Kingakati.

Le *“Président honoraire”* veut donc que Félix Tshisekedi se passe de l'informateur et nomme tout de suite un formateur – choisi dans le FCC.

Pourtant, lorsqu'il était Président, Kabila avait bien nommé un informateur, en 2006 (Antoine Gizenga, nommé ensuite formateur et devenu Premier ministre) et en 2011 (Mwando Nsimba, qui avait proposé Augustin Matata comme formateur, puis Premier ministre). Dans les deux cas, il avait fallu plusieurs mois pour avoir un gouvernement; on reste donc dans les temps.

## Les fourches caudines de Joseph Kabila

Comment, alors, expliquer le communiqué conjoint de mercredi, par lequel l'UDPS et le FCC appuient la position de Joseph Kabila? *“Le FCC a fait comprendre à Kabund-A-Kabund que si l'UDPS ne passait pas sous les fourches caudines de Kabila, le FCC ferait le gouvernement tout seul”*, indique à *La Libre Belgique* une source bien informée à Kinshasa.

Tshisekedi, de son côté, fait tout ce qu'il peut pour *“exister”* politiquement, multipliant les annonces publiques à l'étranger, lors de sa première tournée internationale, en février, voire dans la rue, avec l'annonce, lors d'un meeting à Limete (fief des Tshisekedi à Kinshasa), samedi dernier, d'un *“programme d'urgence pour les 100 premiers jours”* de sa Présidence. Meeting au cours duquel fut hué le gouvernement Tshibala, nommé par Joseph Kabila et toujours en place faute de nomination d'un nouveau Premier ministre.

**Tshisekedi, de son côté, fait tout ce qu'il peut pour “exister” politiquement, multipliant les annonces publiques.**